



mardi 18 octobre 2016

Les grands titres:

- Haïti : plus de coordination et de fonds sont nécessaires pour appuyer une réponse efficace, selon l'ONU
- Bataille de Mossoul : mobilisées pour assister les civils, les agences de l'ONU ont besoin de davantage de fonds
- Yémen : l'envoyé de l'ONU annonce une nouvelle cessation des hostilités à partir de mercredi
- Torture : des experts de l'ONU notent des progrès dans la lutte contre ce fléau
- Afghanistan : l'ONU souligne l'importance du respect des droits des communautés religieuses et ethniques
- Nigéria : des experts appellent à la réinsertion immédiate des 21 jeunes filles de Chibok libérées
- **HABITAT III** : La culture, moteur économique et social pour les villes, selon l'UNESCO

Haïti : plus de coordination et de fonds sont nécessaires pour appuyer une réponse efficace, selon l'ONU



Conseiller spécial David Nabarro rencontre des Haïtiens à Jérémie, qui a été très affectée par l'ouragan Matthew. Photo ONU Haïti

18 octobre - A l'occasion d'une visite de quatre jours en Haïti, le Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU chargé de la réponse à l'épidémie de choléra, David Nabarro, a jugé mardi que la riposte aux conséquences de l'ouragan Matthew était d'une difficulté extraordinaire.

« C'est une énorme catastrophe et il faut continuer à le dire », a déclaré M. Navarro lors d'une conférence de presse à Port-au-Prince, la capitale d'Haïti. « Treize jours après l'ouragan, les problèmes du peuple dans le sud-ouest du pays sont encore très sérieux ».

« Bien qu'ils soient également élevés dans les villes, la plupart des besoins sont en zone rurale », a-t-il souligné lors d'un entretien accordé le même jour à la Radio des Nations Unies. « Il va falloir renforcer et proroger la riposte pendant des semaines, voire des mois », a-t-il ajouté.

Lors d'un point presse le même jour à New York, le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric, a indiqué que les travailleurs humanitaires en Haïti continuaient d'atteindre les zones les plus touchées le long de la péninsule du sud et que les régions éloignées à l'intérieur du pays étaient encore difficiles d'accès.

Pour M. Nabarro, améliorer l'accès dans l'ouest du pays, notamment dans les départements de Grand'Anse et du Sud est urgent afin de pouvoir collecter des informations plus exactes et acheminer l'aide.



« Il faut accélérer une riposte conjointe et coordonnée des partenaires en appui au gouvernement haïtien », a-t-il déclaré. « Une coordination est nécessaire pour nettoyer les routes, réparer temporairement les ponts et acheminer l'aide ».

« Les populations ont besoin de toitures pour les maisons, d'alimentation en particulier pour leurs enfants, de soins de santé pour éviter le choléra et d'eau propre qu'il puisse boire », a énuméré le Conseiller spécial. « Pour fournir ces besoins, il faut un système logistique qui marche bien », a-t-il ajouté appelant à la création d'un centre de crise à Port-au-Prince et dans l'ouest du pays afin de partager les informations et améliorer la distribution de l'aide. « Sans cela, la coordination de l'ONU et de ses partenaires sera très difficile », a-t-il prévenu.

Onze jours après le passage dévastateur de l'ouragan Matthew, les Haïtiens restent forts, même s'ils sont frustrés et ont énormément de besoins, a affirmé mardi le Conseiller spécial du Secrétaire général chargé de la réponse au choléra de l'ONU en Haïti, à l'issue d'une visite de quatre jours sur place.

Priorité au nettoyage et à la réparation des écoles

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), plus de 175.000 personnes vivent dans 224 abris temporaires et environ 116.100 enfants ont vu leur éducation interrompue. « Des efforts sont faits pour rendre prioritaire le nettoyage et la réparation des écoles endommagées ou légèrement endommagées afin de permettre aux enfants de retourner en classe », a dit M. Dujarric.

« Plus de 1,2 million de personnes, dont 500.000 enfants, ont besoin d'eau potable et d'assainissement adéquats pour aider à empêcher la propagation des maladies, en particulier le choléra », a souligné le porte-parole du Secrétaire général. « Pour répondre à ces besoins, des comprimés de purification de l'eau ont été transportés par avion pour fournir de l'eau potable à environ 475.000 personnes et du chlore est actuellement acheté pour aider les autorités locales à chlorer les systèmes d'adduction d'eau dans tout le pays ».

M. Dujarric a également indiqué qu'une usine d'eau nouvellement créée fournit maintenant 300.000 litres d'eau potable à 20.000 personnes par jour dans la ville de Jérémie particulièrement touchée par l'ouragan.

La Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) a déclaré qu'un hôpital militaire de l'ONU est désormais opérationnel à Jérémie (ouest du pays) et disponible pour fournir une assistance médicale à la population dans deux endroits du département de Grand'Anse.

Alors que des véhicules transportant de l'aide ont été arrêtés et volés, la Mission de maintien de la paix a également indiqué que ses Casques bleus continuaient d'assurer la sécurité des convois humanitaires dont quatre d'entre eux ont quitté mardi matin la ville des Cayes dans le département du Sud. Les policiers et les soldats de l'ONU continuent d'aider la Police nationale haïtienne pour sécuriser l'aide humanitaire.

« Je comprends la frustration des individus mais si on regarde la situation, elle est plus mauvaise à l'ouest du pays en comparaison à Port-au-Prince », a dit M. Nabarro. « Si les gens volent les convois, ils volent des biens destinés à d'autres gens qui sont plus dans le besoin ».

L'ONU s'est dite préoccupée par la faible réponse des donateurs à l'appel de fonds lancé le 10 octobre. « L'appel de fonds de 120 millions de dollars qui vise à aider 750.000 personnes les plus touchées est sévèrement sous-financé avec des contributions de seulement un peu plus de 15 millions de dollars à ce jour », a précisé le porte-parole du Secrétaire général.

M. Nabarro devait rencontrer de nouveau les donateurs mardi après-midi afin de leur demander davantage de fonds face à l'ampleur du problème qui est loin d'être terminé. « Il reste encore beaucoup de choses à faire et nous avons besoin de l'argent des donateurs pour pouvoir mener à bien notre travail », a-t-il conclu.

Bataille de Mossoul : mobilisées pour assister les civils, les agences de l'ONU ont besoin de davantage de fonds



Des camions arrivent dans des entrepôts du PAM chaque jour pour préparer la réponse humanitaire à la bataille de Mossoul, en Iraq. Photo PAM/Alexandra Murdoch

18 octobre - Alors que les opérations pour la reprise de la ville iraquienne de Mossoul se poursuivent, plusieurs agences humanitaires de l'ONU ont détaillé mardi les moyens qu'elles ont mobilisés pour venir en aide aux civils, tout en soulignant qu'elles manquaient d'argent pour se préparer à un scénario catastrophe.

Faisant écho aux déclarations faites lundi par le Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, et par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, le porte-parole du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Jens Laerke, a rappelé que la protection des civils constituait la priorité de la communauté humanitaire.

« Les préparatifs en vue de l'offensive sont menés depuis des mois et l'ONU s'est concentrée sur la préparation d'abris dans trois zones prioritaires au sud de Mossoul où les premières familles déplacées sont attendues », a-t-il déclaré lors d'un point de presse à Genève. « Davantage de sites d'accueil sont en cours de construction. De la nourriture, de l'eau, des kits ménagers ont été stockés afin d'être disponibles », a-t-il ajouté alors que les déplacés sont attendus d'un moment à l'autre.

« L'UNICEF a déjà pré-positionné suffisamment d'eau, de douches, de latrines et de kits d'hygiène qui seront immédiatement à la disposition de plus de 150.000 personnes et projette de pouvoir répondre aux besoins de 350.000 personnes dans les prochaines semaines », a déclaré le porte-parole du Fond des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Christophe Boulierac.

Pour l'UNICEF, les principales préoccupations résident dans la protection des enfants pendant et après les opérations militaires ainsi que l'ampleur et le rythme des déplacements et leurs conséquences sur la capacité du Fond à livrer son aide. « Des équipes mobiles sont prêtes à traiter les cas de traumatismes physiques et mentaux chez les enfants. Avec le Ministère de la santé, l'UNICEF dispose de plus de 50 équipes prêtes à entreprendre une campagne de vaccination contre la polio et la rougeole », a précisé M. Boulierac.

« Le Programme alimentaire mondial (PAM) est prêt à apporter de la nourriture à un million de personnes si nécessaire », a indiqué sa porte-parole, Bettina Luescher, précisant que plus de 14.000 tonnes de rations alimentaires pouvant nourrir 200.000 familles pendant un mois sont actuellement stockées dans des entrepôts près de Mossoul. « Le PAM dispose également de rations alimentaires d'urgence pour 240.000 personnes pouvant nourrir une famille de cinq personnes pendant trois jours et être utilisées immédiatement pour les personnes qui n'ont pas d'ustensiles pour cuisiner », a-t-elle ajouté.

Joint au téléphone depuis Bagdad, le chef de mission de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en Iraq, Thomas Lothar Weiss, a annoncé que quatre lieux à l'est et au sud-est de Mossoul ont été identifiés afin d'être utilisés comme sites d'urgence pouvant accueillir jusqu'à 150.000 personnes déplacées. « L'OIM a commencé la planification des sites et dans les prochains jours, des prestataires de services locaux avec qui nous avons une longue expérience de travail, commenceront les travaux de terrassement et de préparations des sites », a-t-il dit. M. Weiss a également précisé qu'une grande partie des cliniques de santé mobiles gérées par l'OIM sont actuellement concentrées à Erbil.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a pour sa part déjà établi cinq camps prêts à accueillir 45.000 personnes. « Nous prévoyons d'établir un total de 11 camps dans les prochaines semaines avec une capacité d'accueil de 120.000 personnes », a annoncé le porte-parole du HCR, William Spindler. « Par ailleurs, le HCR dispose de 50.000 kits d'abri d'urgence pour les populations situées hors des camps pouvant couvrir 300.000 personnes. Il y aura également 25.000 tentes disponibles pour les familles en dehors des camps pouvant couvrir 150.000 personnes supplémentaires ».

L'ensemble de la communauté humanitaire a toutefois mis l'accent sur le manque de financement nécessaire pour faire face au pire des scénarios. « L'appel de fond demandait 367 millions de dollars mais il n'est pas entièrement financé », a indiqué M. Laerke.

« L'UNICEF a demandé 43 millions de dollars mais n'a aujourd'hui reçu que 30 millions », a pour sa part précisé M. Boulhierac. M. Weiss a déclaré que l'OIM était très limitée par l'état actuel de fonds disponibles alors que davantage de sites d'accueils doivent être construits. Son collègue Joel Millman a souligné que l'OIM n'a reçu pour l'instant que 20 millions de dollars sur les 35 millions visés pour le financement des camps. Le HCR a également lancé un appel urgent pour plus de fonds. « Jusqu'à présent, 75 millions de dollars sur les 196,2 millions du budget d'intervention du HCR ont été fournis », a précisé M. Spindler.

Yémen : l'envoyé de l'ONU annonce une nouvelle cessation des hostilités à partir de mercredi



quartier de Dar Sa'ad, à Aden, au Yémen. La reprise de la cessation des hostilités au Yémen est prévue à partir de mercredi. Photo: PAM/Ammar Bamatraf

18 octobre - L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Ismail Ould Cheikh Ahmed, a annoncé lundi soir un plan pour une nouvelle cessation complète des hostilités au Yémen à partir de mercredi 19 octobre.

« L'Envoyé spécial a reçu des assurances de la part de toutes les parties yéménites concernant leur réengagement envers les Termes et Conditions de la cessation des hostilités du 10 avril 2016, qui entreront à nouveau en vigueur à 23h59 heure du Yémen, le 19 octobre 2016, pour une période initiale de 72 heures, avec possibilité de renouvellement », a déclaré l'équipe de l'Envoyé spécial dans un communiqué de presse.

Ismail Ould Cheikh Ahmed s'est félicité de la restauration de la cessation des hostilités, « qui épargnera au peuple yéménite de nouvelles effusions de sang et permettra une livraison élargie de l'aide humanitaire ».

Il a demandé à toutes les parties yéménites, à la région et à la communauté internationale d'encourager le plein respect de la cessation des hostilités et de veiller à ce qu'elle conduise à une fin permanente et durable du conflit.

« L'Envoyé spécial appelle à la réactivation immédiate du Comité de coordination et de désescalade (DCC) et au déploiement de ses membres à Dhahran Al Janoub, comme convenu lors des négociations au Koweït », a précisé le communiqué de presse.

L'Envoyé spécial a rappelé à toutes les parties yéménites que « les Termes et Conditions de la cessation des hostilités incluent l'obligation de permettre au personnel et aux fournitures humanitaires d'avoir un accès libre et sans entrave partout au Yémen, en plus d'un arrêt complet des activités militaires de toutes sortes ».

Torture : des experts de l'ONU notent des progrès dans la lutte contre ce fléau



Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Juan Mendez. (Archives). Photo ONU/Rick Bajornas

18 octobre - Trois experts des Nations Unies ont déclaré mardi avoir noté des progrès dans la lutte contre la torture à travers le monde, même s'il reste encore beaucoup à faire pour arriver à l'éradication de ce fléau.

« S'agissant des efforts pour renforcer les organes conventionnels et la prévention de la torture, je crois qu'il y a des raisons pour un certain optimisme même s'il y a encore beaucoup à faire avant que le phénomène de la torture ne soit enfin éradiquée », a déclaré le président du Comité de l'ONU contre la torture, le Dr. Jens Modvig, lors d'une conférence de presse au siège de l'ONU à New York.

M. Modvig a ainsi noté que plusieurs pays africains, à la suite d'une recommandation du comité, ont commencé des processus législatifs importants pour mettre en place une législation anti-torture. « Cela a déjà eu un impact sur l'occurrence de la torture », a-t-il ajouté.

Le Comité contre la torture est composé de 10 experts indépendants qui surveillent l'application de la Convention contre la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants par ses Etats parties.

Lors de cette conférence, le président du Sous-Comité de l'ONU sur la prévention de la torture, Malcolm Evans, a souligné qu'un aspect crucial était les visites que les experts étaient en mesure de faire dans les pays.

Il a précisé qu'ils avaient été en mesure de faire dix visites au cours de cette année. « Nous avons été en mesure d'effectuer les visites de la manière souhaitée », a-t-il dit. Il a toutefois indiqué que les repréailles et les sanctions contre les personnes qui coopèrent avec les experts pour préparer leurs visites étaient une source de préoccupation.

Le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Juan Mendez, a souligné de son côté qu'il avait pu effectuer deux visites réussies au cours de cette année en Mauritanie et au Sri Lanka.

« Malheureusement, une troisième visite qui devait avoir lieu plus tôt ce mois-ci en Turquie a été reportée » par le gouvernement au dernier moment, a-t-il précisé.

Afghanistan : l'ONU souligne l'importance du respect des droits des communautés religieuses et ethniques



MANUA/Fardin Waezi

Photo

18 octobre - Dans un rapport spécial publié mardi sur l'attaque survenue à Kaboul en juillet dernier, la [Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan \(MANUA\)](#) a déclaré que les droits humains fondamentaux de tous les Afghans doivent être respectés, y compris les droits des communautés religieuses et ethniques.

Le 23 juillet dernier, un mouvement de protestation, connu sous le nom de 'Enlightening Movement', a organisé une grande manifestation pacifique dans la capitale afghane. A la fin de cette manifestation, deux kamikazes ont fait exploser leurs ceintures explosives au milieu des manifestants. Le second kamikaze a raté son explosion et a été abattu par les forces de sécurité afghanes.

Au total, 85 civils ont été tués et plus de 400 autres ont été blessés dans l'attaque la plus meurtrière qu'ait connue l'Afghanistan depuis que la MANUA a commencé à recenser les victimes civiles en 2009. Presque toutes les victimes étaient des hommes de la communauté hazara qui est majoritairement chiite.

Intitulé « [Attaque contre une manifestation pacifique à Kaboul, le 23 juillet 2016](#) », le rapport de la Mission onusienne examine le contexte difficile de la manifestation, la planification et la préparation des forces de sécurité afghanes, leur comportement durant la manifestation et la réponse immédiate à l'attaque et ses conséquences.

Le rapport examine également les mesures d'atténuation des risques qui ont été prises par les forces de sécurité afghanes et les organisateurs de la manifestation. La MANUA a souligné que ce rapport ne vise pas à remplacer la propre enquête criminelle du gouvernement afghan sur cet incident.

Selon les conclusions du rapport, l'attaque du 23 juillet a délibérément pris pour cible des civils dans le but apparent de semer la terreur. Le rapport note également que l'attaque semble avoir délibérément ciblé des personnes appartenant à une communauté ethnique et religieuse spécifique.

Daech, aussi connu sous le nom de l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIL), a revendiqué la responsabilité de l'attaque, en employant un langage qui faisant l'apologie de la haine religieuse et de la violence. L'attaque a également eu un impact négatif sur les droits des manifestants à la liberté d'opinion et d'expression, ainsi que de réunion pacifique.

La publication du rapport intervient dans un contexte d'augmentation croissante de la violence sectaire attribuée à Daech. Les 11 et 12 octobre, deux attaques distinctes contre des congrégations chiïtes commémorant l'Achoura à Kaboul et dans la province septentrionale de Balkh ont tué au moins 35 civils et blessé plus de 100 autres. Daech a publié une déclaration en ligne revendiquant la responsabilité de l'attaque d'octobre à Kaboul en utilisant un langage semblable à celui utilisé dans sa revendication de l'attaque du 23 juillet.

Nigéria : des experts appellent à la réinsertion immédiate des 21 jeunes filles de Chibok libérées



Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, Urmila Bhoola.
Photo ONU/Jean-Marc Ferré

18 octobre - Un groupe d'experts de l'ONU sur les droits humains a salué mardi la libération de 21 jeunes filles de Chibok qui étaient détenues par Boko Haram et a appelé tous les Nigériens à soutenir leur réinsertion immédiate.

« Alors que nous félicitons les autorités nigérianes pour le succès de ces négociations, toutes les institutions, ainsi que les communautés et les familles des jeunes filles libérées, doivent fermement les soutenir dans leur rétablissement et leur réinsertion et les protéger contre la stigmatisation, l'ostracisme et le rejet », ont déclaré la Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, Maud de Boer-Buquicchio, la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, Urmila Bhoola, et le Rapporteur spécial sur le droit à la santé, Dainius Puras, dans un communiqué de presse.

« Le chemin vers un rétablissement et une réinsertion complète pourrait se révéler difficile et il est essentiel que leurs familles et leurs communautés, ainsi que la population nigérienne soient solidaires avec ces jeunes filles dans les jours, les semaines et les années à venir », ont souligné ces experts, qui ont visité le pays plus tôt cette année.

Ils ont averti que ces jeunes filles « pourraient ne pas être en mesure d'accéder aux services dont elles ont besoin, y compris des services de santé sexuelle et reproductive, des informations sur des remèdes et des modes de subsistance ». Ils ont exhorté tous les niveaux du gouvernement, fédéral, étatique et local, à prendre toutes les mesures nécessaires pour fournir ces services non seulement à ces jeunes filles, mais aussi à tous les individus qui ont été libérés du contrôle de Boko Haram.

Les experts ont souligné que la fourniture de ce type de soutien est non seulement un devoir moral, mais une obligation légale.

« Nous ne devons pas oublier tous les autres enfants et autres victimes, qui continuent de vivre en captivité sous le contrôle de Boko Haram », ont dit ces experts, rappelant que 197 jeunes filles sont toujours portées disparues sur les 276 étudiantes qui ont été enlevées en avril 2014 lors d'un raid dans le village de Chibok, dans le nord-est du Nigéria.

Ils ont demandé au gouvernement de prendre rapidement toutes les mesures nécessaires pour les localiser, assurer leur retour en toute sécurité et leur fournir une assistance et une protection adéquate. Ils ont aussi souligné que le Nigéria devait faire en sorte que les auteurs de ce crime rendent des comptes, tout en respectant les normes internationales des droits humains.

HABITAT III : La culture, moteur économique et social pour les villes, selon l'UNESCO



La culture a un impact sur la vie socio-économique des villes. Photo UNESCO

18 octobre - La culture a le pouvoir de rendre nos villes plus prospères, plus sûres, et durables, estime un rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) présenté mardi à Quito, en Equateur.

Ce rapport, intitulé « [Culture : Futur urbain](#) », montre que la mise en oeuvre de politiques de promotion de la culture et du patrimoine conformes à l'esprit des conventions culturelles de l'UNESCO a un impact positif sur les villes.

Le Rapport a été présenté au cours d'un événement organisé avec le Sous-Directeur général de l'UNESCO pour la culture, Francesco Bandarin, dans le cadre de la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) au terme de laquelle les décideurs du monde entier adopteront un Nouvel agenda urbain.

A en juger par les tendances actuelles, l'urbanisation devrait se poursuivre à une échelle et un rythme accrus, notamment en Afrique et en Asie. D'ici à 2030, le monde devrait compter 41 mégapoles abritant chacune au moins dix millions d'habitants. L'urbanisation massive et rapide a souvent pour effet de multiplier les défis pour les villes en créant plus de bidonvilles et en rendant plus difficile l'accès aux espaces publics. Elle peut aussi avoir un impact négatif sur l'environnement. Par ailleurs, ce processus se traduit souvent par une hausse du chômage, des inégalités sociales, de la discrimination et de la violence.

Le rapport montre que la culture doit être pleinement intégrée dans les stratégies urbaines pour garantir leur durabilité et une meilleure qualité de vie pour les habitants.

« La culture est au coeur du renouveau des villes et de leur capacité d'innovation. En rassemblant de nombreuses informations et expériences concrètes, le présent rapport démontre que la culture est un atout stratégique pour construire des villes plus inclusives, créatives et durables », déclare la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, dans la préface du Rapport.

Suite aux destructions de sites inestimables comme le sanctuaire Al-Askari dans la ville de Samarra (Iraq) en 2006 et des mausolées anciens de Tombouctou au Mali en 2012, les efforts de reconstruction et de réhabilitation ont montré la capacité de la culture à rétablir la cohésion sociale entre les communautés et améliorer les moyens de subsistance tout en jetant les bases du dialogue et de la réconciliation.

Le rapport identifie également des stratégies innovantes pour la préservation de l'habitat dans des zones historiques, un point crucial pour l'identité et le bien-être des communautés. Ainsi à Quito, des subventions publiques sont allouées aux propriétaires pour rénover des logements et empêcher la gentrification des zones historiques.

Le rôle des industries créatives dans la croissance économique à long-terme des villes est aussi mis en lumière à travers le cas de Shanghai (Chine), membres du Réseau des villes créatives de l'UNESCO pour le design depuis 2010. La ville est l'un des principaux centres créatifs au monde, avec 7,4% des habitants travaillant dans les industries créatives.